

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 103 (1958)  
**Heft:** 12

**Artikel:** Importance stratégique de la Suisse des origines à l'ère atomique  
[suite]  
**Autor:** Léderrey, E.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-342911>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

leur incombe de se maintenir au service de l'intérêt général à l'exclusion d'aucun autre intérêt particulier ; de sorte qu'en chacune d'elles se résument l'unité et l'indépendance de la patrie.

J. REVOL

## Importance stratégique de la Suisse des origines à l'ère atomique<sup>1</sup>

### LA 1<sup>RE</sup> GUERRE MONDIALE DE 1914 A 1918

Vint la guerre, dont les premières manifestations furent la violation de la Belgique par l'Allemagne et l'agression de la Serbie par l'Autriche-Hongrie. L'entrée en lice de la Russie, de l'Empire britannique, puis de la Turquie, de l'Italie et finalement (sans compter celle d'autres pays de l'Orient) des Etats-Unis d'Amérique allait aboutir à une conflagration mondiale à laquelle la Suisse échappa par miracle, miracle dû à la ferme volonté de résistance de son peuple, manifestée par la préparation de sa défense.

Le *plan français XVII* prévoyait une attitude expectative de l'Italie. La Suisse, y est-il dit, possède six divisions correspondant à des corps d'armée légers qui forment « une force susceptible de faire respecter le territoire de la Confédération ». Dans la première phase (tension politique), le Service des renseignements français déterminera les mesures prises par la Belgique<sup>2</sup> et la Suisse pour parer à une attaque brusquée. Dans la seconde période (de couverture), il est essentiel que les commandants de la 1<sup>re</sup> Armée (général Dubail) et du 7<sup>e</sup> C.A. soient informés dès que des débarquements de troupes auront lieu à la gare de Bâle. (On sait que la gare badoise

<sup>1</sup> Suite de l'article paru dans le numéro de novembre de la *R.M.S.*

<sup>2</sup> Notre S.R. possédait la copie d'un rapport anglais sur les ressources de ce pays.

se trouve sur territoire suisse.) « Nous aurons *peut-être* intérêt à laisser, aux Suisses eux-mêmes, le soin de défendre leur neutralité ; la surveillance des forces allemandes qui auraient pénétré en Suisse serait à demander à l'exploration aérienne et au Service spécial. A cet égard, il y aurait lieu d'observer tout particulièrement la région d'Olten de la transversale Laufon-Biel. »

La frontière suisse fut observée par la 66<sup>e</sup> D. de réserve et une Br. de cavalerie.

L'ordre de détruire la gare allemande de Bâle, donné dans une instruction particulière à la 1<sup>re</sup> Armée, ne fut rapporté que le 4 août. Entre-temps, son exécution eût placé la Suisse dans une situation critique. Toutefois, étant donné la recommandation d'éviter que des projectiles, destinés aux ponts de Huningue et à la gare de Saint-Louis, ne tombent en Suisse, on peut admettre, avec Sprecher, que, seule, une provocation allemande eût entraîné l'exécution de cette mesure. Au général Pau, placé le 11 août à la tête d'une *Armée d'Alsace*, le généralissime Joffre recommandait à nouveau : « Dans les circonstances actuelles, il faut éviter à tout prix tout incident diplomatique. »

Le chef du Département militaire fédéral et le chef de l'EMG avaient aussi reçu l'assurance que « la France respecterait de façon absolue la neutralité de la Suisse ». Au porteur de ce message, le commandant Pageot, attaché militaire à Berne, il fut « déclaré formellement que la Suisse s'opposerait par tous les moyens à l'utilisation par les Allemands de la gare de Bâle, même comme gare de garage, ainsi qu'au passage de troupes par l'enclave de Porrentruy ». Forts des assurances données par Guillaume II et son chef d'EMG, déclarations mentionnées précédemment, le président de la Confédération et le chef du D.M.F. exprimèrent à Pageot leur conviction que les Allemands s'abstiendraient.

Dès le 1<sup>er</sup> août 1914, la surveillance de nos frontières, des voies ferrées et des bâtiments principaux était exercée par

le Lst. Les jours suivants, l'armée entière mobilisée fut placée sous les ordres du général Wille, auprès duquel le colonel cdt. de corps Sprecher von Bernegg remplissait les fonctions de chef de l'EMG. Ainsi, au moment où Français et Allemands s'affrontèrent en Alsace, l'enclave de l'Ajoie était occupée par une D. de cavalerie (à 2 Br.). Derrière cette couverture, s'étendaient de Bâle aux Rangiers, échelonnées en profondeur, les 4<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> (légèrement en retrait) et 3<sup>e</sup> D. inf. Ces troupes appartenaient au 1<sup>er</sup> C.A. (Q.G. Delémont). Dans son dos, des Br. Lw. étaient affectées à des *travaux de fortification*, l'une dans la région du Hauenstein, à l'effet de protéger l'important centre ferroviaire d'Oltén, trait d'union de l'W. à l'E., l'autre entre les lacs de Neuchâtel, de Bienne et de Morat, pour y barrer les débouchés du Jura.

Couvert sur le Rhin, de Bâle à Constance, par de faibles éléments, le 2<sup>e</sup> C.A. (Q.G. Zurich, puis Berne) constituait, avec les 6<sup>e</sup> D. inf. (région de Zurich), 5<sup>e</sup> D. inf. (région de Soleure) et 1<sup>re</sup> D. inf. (Gros de Vaud), la réserve d'armée.

Au 3<sup>e</sup> C.A. (Q.G. Berne, puis Lucerne) incombait la défense du front Sud, basée sur les seules fortifications permanentes qui existaient alors, les solides piliers de Saint-Maurice et du Gothard. Du lac Léman aux Grisons, les débouchés sur la Suisse étaient gardés par les Br. mont. 3 (vers Martigny), 9 (au Simplon), 15 (vers Bellinzzone) et 18 (Splügen et Engadine).

Aux environs de Zurich, le général Wille disposait d'une *réserve personnelle*, dont une Br. cav. formait le noyau.

Dès le début, il devint évident que les Allemands, en vue d'envelopper les forces franco-britanniques, portaient leur effort principal à travers la Belgique. Servant de pivot à cette manœuvre, leur gauche, s'étendant jusqu'à la Suisse, ne la menaçait donc plus. L'aile marchante semblait s'acheminer sur Paris. Or, le 5 septembre, l'EM allemand constatait : « un refoulement de toute l'armée française *vers la Suisse* n'est plus possible » ; la bataille de la Marne, première étape vers la libération de notre voisine de l'W., venait de s'engager.

Du même coup, elle nous permit de respirer, en sorte que, vers la fin de 1914, seules, trois de nos D. montaient encore la garde.

L'entrée en guerre de l'Italie, en mars 1915, amena un renforcement de notre front Sud, le long duquel s'étirait la gauche des forces italiennes, dont le gros était aux prises avec les Austro-Hongrois. Si nous ne redoutions rien de ce côté-là, surtout lorsque nous apprîmes que 36 bat. et 11 bttr. (ld., de camp. et de mont.) construisaient des ouvrages aux débouchés des Alpes, cette nouvelle n'en dénotait pas moins une certaine crainte du *général Cadorna* : celle de voir des forces allemandes emprunter notre territoire pour faire irruption sur le flanc nord, voire sur les arrières de ses armées accaparées vers l'Est. Trompé sans doute par la propagande allemande, intéressée à décharger le front de l'allié autrichien, le commandant des forces italiennes redoutait de voir la majorité des cantons suisses, par sympathie pour l'Allemagne, faire pression sur le Conseil fédéral pour l'obliger à autoriser cette manœuvre dont on devine les conséquences funestes pour nos voisins du Sud.

Joffre, depuis l'échec du Kronprinz devant Verdun, en février 1916, admettait lui aussi que les Allemands pussent être tentés de se retourner, par la Suisse, contre l'Italie ou la France. Toutefois, mieux renseigné sur la volonté de résistance de nos autorités, le 16 avril, il leur fit part de cette éventualité en vue d'y parer par une action commune. Sans partager la crainte de l'EM français, le Conseil fédéral autorisa une prise de contact avec notre EMG. En juin, des officiers du 2<sup>e</sup> bureau se présentèrent à Berne. D'autre part, le général Foch, alors qu'il commandait le G.A.N., avait été chargé par Joffre d'étudier un plan H (Helvétie). Probablement discuté à la conférence des grands chefs de l'Entente réunis à Chantilly (novembre 1916), ce plan fut repris et mis au point par le général Foch placé, à mi-décembre, à la tête d'un *Groupe des armées d'Helvétie*.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1917, Foch récapitule le résultat des travaux

déjà soumis au généralissime Nivelle, successeur de Joffre. Outre les petites garnisons permanentes installées dans les ouvrages du Jura (forts de Larmont, de Joux, des Rousses et de Saint-Antoine) et les travaux défensifs entrepris autour de l'enclave de Porrentruy, 4 D. inf. et 2 D. cav. sont jugées nécessaires pour assurer la couverture entre Belfort et Genève. La manœuvre exigera trois armées dont les plans de transport sur territoire français sont déjà établis.

Le 12 janvier, Foch ajoute : « Des trois zones qui, de France, donnent accès en Suisse, c'est la région comprise entre les lacs de Neuchâtel et de Genève qui offre les plus grandes facilités de manœuvre, tant à cause de la nature du sol que de son éloignement des bases de départ de l'ennemi. C'est dans cette région que l'offensive française en territoire suisse devra permettre son développement le plus puissant, tandis que les opérations entre le lac de Bienne et la Haute-Alsace semblent condamnées par les difficultés du terrain et la proximité de l'ennemi à ne réaliser que des progrès restreints. » Concept d'ensemble : « avancer dans la direction de Schaffhouse avec la droite et le centre du Groupe d'armées en établissant au nord une solide couverture avec le moins de forces possible. » *Missions des deux armées du nord* (l'une opérant au nord de Maïche, vers la région de Porrentruy, l'autre entre le Doubs et les lacs de Neuchâtel et de Bienne) : « tout en gagnant du terrain en Suisse, arrêter une offensive ennemie qui déboucherait de la Haute-Alsace ou du Rhin, à l'est de Bâle, et progresserait au nord de l'Aar. Chacune devra, en outre, faciliter la progression de l'armée placée à sa droite en occupant les nœuds de communication. L'*Armée de Genève* prendra pied le plus rapidement possible dans la plaine suisse. Elle portera, tout d'abord, ses avant-gardes entre le lac de Neuchâtel (Yverdon) et Lausanne, en vue de faciliter les débarquements en territoire suisse et s'avancera, ensuite, dans la direction générale de Fribourg et de Berne pour atteindre au plus tôt les débouchés de l'Aar... Quelques heures après son irruption en Suisse, il sera possible à l'ennemi de porter

sur notre frontière des éléments légers d'infanterie et d'artillerie qui pourraient gêner beaucoup notre concentration... Dans la région de Porrentruy, l'ennemi peut nous attaquer, avec des forces déjà importantes, au bout de trois jours et dans celle de Pontarlier-Genève, au bout de cinq à sept jours. »

Le 7.2.17, le plan de Foch est définitivement accepté par Nivelle. La limite nord du G.A.H. sera marquée par la ligne Thann-Ballon d'Alsace-Départements des Vosges et de la Saône.

Les trois armées auront la composition suivante :

- *Armée de Belfort* (EM de la VII<sup>e</sup> A.) : 10 D. inf., 1 D. cav. et 2 groupements d'artillerie lourde.
- *Armée du Jura* (EM de la I<sup>re</sup> A. et Q.G. Baume-les-Dames) : 7 D. inf. en 2 C.A., 1 D. cav. et 1 grpmt. art. ld.
- *Armée de Genève* (EM de la X<sup>e</sup> A. et Q.G. Salins) : 4 C.A., soit 13 D. et 3 grpmt. art. ld.

Des terrains d'atterrissage seront reconnus et préparés.

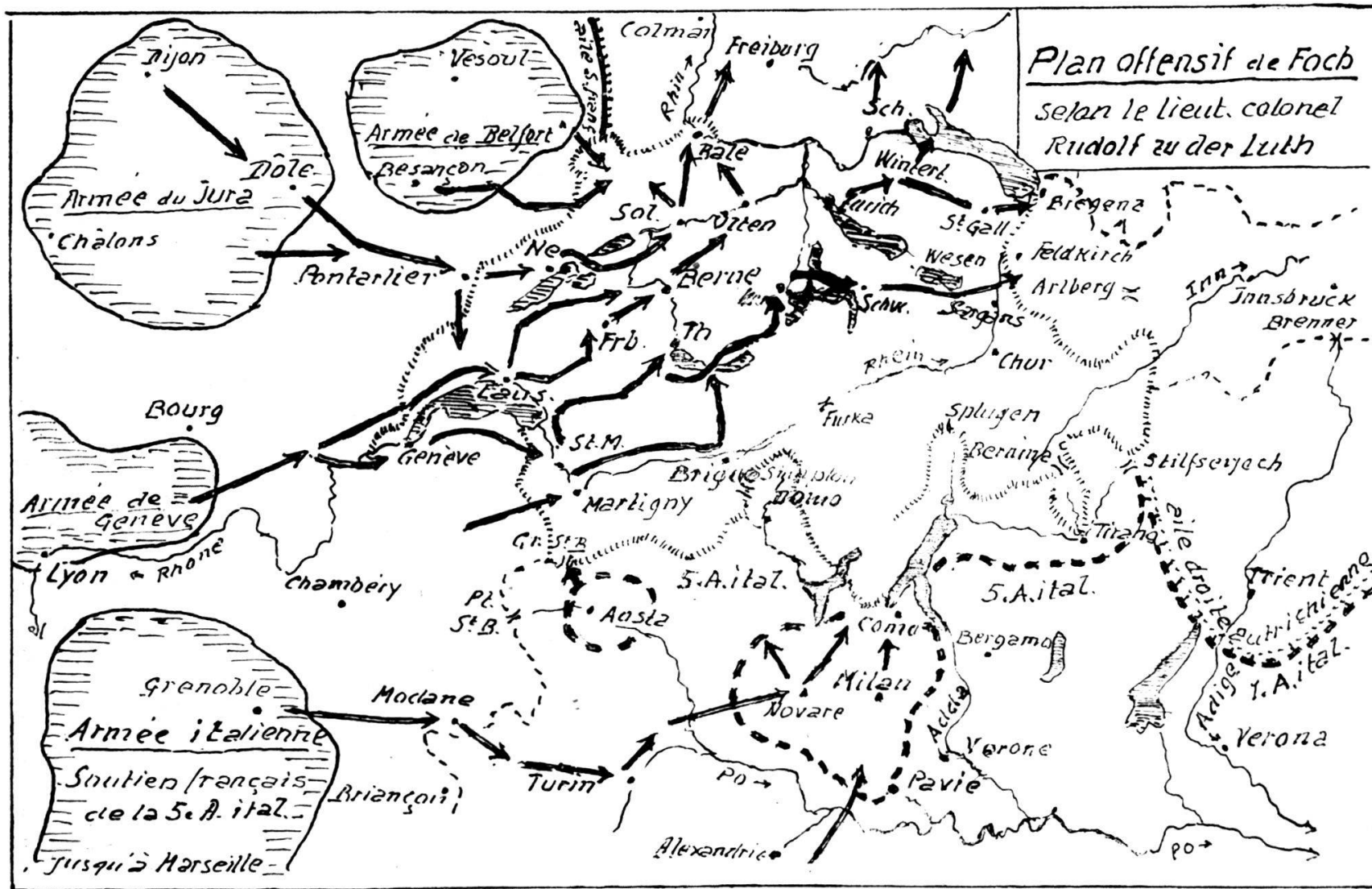
Le 9 février 1917, Cadorna reçoit une note de l'EM français au sujet d'une *offensive possible des Austro-Allemands* à travers la Suisse « avec les deux buts ci-après, disjoints ou simultanés :

- attaque contre l'Italie via Milan,
- attaque contre la France via Besançon, Lyon. »

Dans le premier cas, les renforts franco-britanniques devraient être débarqués dans la région Turin-Milan, clef de la résistance italienne. Vu la distance à parcourir jusqu'à Berne (100 km) et Lucerne (160 km), il ne serait guère possible aux Français d'arriver à temps pour entraver les transports des Allemands, lesquels, par les doubles voies du Simplon et du Saint-Gothard, pourraient (à raison de 32 trains de 70 essieux par jour) acheminer, en 48 heures, 3 à 4 D. sur l'Italie.

D'autre part, « les Allemands peuvent être détournés de la Suisse par l'inconvénient moral d'envahir encore un pays neutre, la charge matérielle d'amener sur leurs bras une armée qui, quoique numériquement faible, représente une valeur incontestable ». Ils auraient avantage à gagner le Tyrol autri-







chien, d'où un bond de 75 km les amènerait sur l'Adriatique. En trois jours, par le Brenner, une D. pourrait arriver à Trente.

Pour le second cas, l'EM français envisage une contre-offensive en direction de Schaffhouse dont les Italiens devraient couvrir la droite par les vallées du Rhin et de l'Inn. Dans le centre des Alpes, l'armée suisse assurerait la liaison.

Restait à mettre au point la collaboration avec les autorités suisses qui, jugeant trop peu probable une invasion allemande, montraient peu d'empressement à arrêter des mesures communes en vue d'y parer. Le 16 janvier 1917, elles avaient cependant rappelé 86 000 hommes sous les armes. Un mois plus tard, les déplacements de troupes allemandes vers le S. incitent notre chef d'EMG à donner son agrément à un accord et, au début de mars, le général Morrier, attaché militaire à Berne, va rendre compte au général Nivelle des mesures prises par notre EM. Sans les mésestimer, Nivelle insiste pour qu'un officier au courant du plan de Foch aille en discuter à Berne. C'est ainsi que le général Weygand, chef d'EM du G.A.H., fut reçu les 6 et 7 avril par Sprecher. Il commença par donner « l'assurance que jamais la France ne prendrait l'initiative d'envahir le territoire suisse. Mais l'EM français avait des raisons sérieuses de craindre qu'il n'en soit pas de même du côté allemand. » Weygand exposa ensuite les motifs d'étudier et d'arrêter ensemble les dispositions à prendre en vue de cette éventualité. Mis au courant, le Conseil fédéral accepta ses propositions. « En quelques heures (Weygand, *ouvr. cité*) nous pûmes réaliser l'accord sur la ligne à occuper par la Couverture suisse, sur les conditions dans lesquelles nous viendrions la renforcer. Je mis le chef d'Etat-major général au courant de notre plan d'intervention <sup>1</sup> en lui

---

<sup>1</sup> Le Service historique de l'Armée française a bien voulu nous communiquer que le dossier des études du plan Foch ne contient aucun croquis. Aussi, celui de la p. 601 que nous avons emprunté au lt-colonel autrichien Rudolf zu der Luth (*ouvr. cité*) est-il sujet à caution. Nous l'avons tout de même reproduit en raison de l'intérêt qu'offre l'interprétation du plan de Foch par un officier du camp adverse qui l'a encore prolongé. Autre détail dont cet auteur

indiquant les délais dans lesquels il serait réalisable. L'étude du rendement des voies ferrées montra que certaines améliorations pouvaient aisément y être apportées par l'exécution de travaux peu importants. » Un capitaine français demeura à Berne pour en arrêter les détails.

Un nouveau contingent de 100 000 hommes fut mis sur pied par le Conseil fédéral.

Entre-temps, les Français avaient poussé leurs préparatifs, fortifié les débouchés de l'Ajoie, érigé des dépôts de matériel et de munitions, repéré leurs batteries, établi des croquis panoramiques et des carnets de tir (imprimés), piqueté des emplacements de mitrailleuses, établi des postes optiques, prévu des liaisons téléphoniques complètes et reconnu des circuits auto.

L'impression remportée par le général Weygand de son court séjour en Suisse ne saurait nous laisser indifférents : « Je tiens, écrit-il, à rendre hommage aux qualités de méthode, de sérieux et de conscience qui sont pour l'officier suisse, parmi les manifestations de son patriotisme, les plus dignes d'admiration. »

Selon le colonel cdt. de corps Sprecher (ouvr. cité), il fut stipulé que les Français ne pénétreraient en Suisse que sur demande formelle du Conseil fédéral. On aurait aussi abordé certaines questions concernant un complément en artillerie lourde, en munitions, en grenades à main, en explosifs, en aviation, en matériel téléphonique, etc.

Les Allemands ne redoutant guère une attaque à travers la Suisse, les mesures prises avec eux — par souci d'impartialité — furent beaucoup moins importantes.

La défection des armées tsaristes et l'entrée en guerre des E.U.A. (le 2.4.17), en amenant le général Nivelle à préparer une vaste offensive, connue par ses adversaires, allaient éloigner les belligérants de notre frontière N. et rendre caducs les

---

n'indique pas la source : en prévision de l'attitude subversive « de nos chemi-nots suisses » — justifiée par la grève générale de novembre 1918 — l'E-M. français aurait été amené à prévoir 3600 camions pour le transport de quatre divisions !

arrangements conclus avec eux. D'autre part, la XIV<sup>e</sup> A. allemande étant intervenue sur la droite italienne sans emprunter notre territoire, nous n'eûmes, sur nos frontières de l'E. et du S., plus rien de sérieux à redouter jusqu'à la fin de la guerre.

A ce moment-là, nos frontières avaient été violées plus de mille fois, dont 1/5<sup>e</sup> seulement sur terre par de faibles détachements égarés. Contre l'aviation, nous étions désarmés. Ces survols, dus surtout aux Alliés, provoquèrent à maintes reprises les protestations du ministre allemand à Berne. Toutefois, lorsque ce diplomate se plaignit du fait que nos aviateurs n'avaient pas réussi à empêcher la destruction des usines Zeppelin à Friedrichshafen, Sprecher eut la satisfaction de lui répondre : « Les vôtres non plus. »

Durant plus de quatre ans, la Suisse, épargnée par la guerre, n'en avait pas moins subi les contrecoups. Isolée et bloquée, contrainte à rationner les vivres, à restreindre les exportations et les importations industrielles et commerciales, à priver l'agriculture d'hommes appelés à monter une garde monotone, toutes ces causes devaient, à la longue, engendrer de la lassitude, affecter le moral tant des civils que des soldats.

Aussi le moment sembla-t-il venu, à des éléments bolchéviques, réunis en un *Comité d'Olten*, de s'emparer du pouvoir. La grève générale qui devait le leur permettre fut déclenchée le 11 novembre 1918, le jour même où, par un armistice, les belligérants mettaient fin aux hostilités. Grâce à l'intervention de l'armée — dont 1800 hommes payèrent leur tribut à la grippe — la crise fut rapidement surmontée et l'ordre rétabli sans l'intervention, bienveillante mais humiliante, de forces étrangères prêtes à cet effet.

Dès les premiers jours de la mobilisation, l'insuffisance de l'entraînement de la troupe — en particulier des rgt. Lw. —

était apparue. Du point de vue de la qualité, le matériel supportait la comparaison avec celui des belligérants, mais la troupe était loin de savoir en tirer parti. L'un de nos chefs les plus éminents, le colonel div. Sonderegger (placé plus tard à la tête de l'EMG) a estimé qu'il nous fallut trois mois pour combler cette lacune. Par chance, ce délai nous fut accordé. La nécessité ne s'était pas moins manifestée de perfectionner l'instruction du temps de paix, tout d'abord en prolongeant la durée puis, surtout, en réalisant mieux les exigences de la lutte, exigences qu'une armée, privée des siècles durant de l'expérience de la guerre, a peine à se représenter.

« En Suisse, la manœuvre se présente obligatoirement sous deux formes étroitement liées : les opérations en montagne pour la possession des cols, en plaine pour la défense et l'attaque des lignes fluviales. » Cette remarque du colonel Lecomte avait indiqué dans quel sens nos EM devaient être entraînés. Toutefois, cela ne suffisait pas.

En fin de compte, le seul facteur susceptible d'enlever à un agresseur éventuel la tentation d'utiliser les avantages stratégiques de notre sol est la *valeur* qu'il attribuera à ses défenseurs, aux soldats et aux cadres subalternes chargés, avec l'appui de la nation tout entière, de supporter le poids de la lutte.

Au général Wille — réorganisateur de la cavalerie, devenue par ses soins une arme d'élite — revient le mérite d'avoir, sans relâche, insisté sur ce côté essentiel de notre préparation à la guerre, d'avoir fait appel aux qualités ataviques de nos hommes pour en faire des combattants auxquels l'on puisse se fier « n'importe où et n'importe quand ».

Aussi ne saurions-nous mieux conclure cette période de service actif, la plus longue jusqu'ici imposée au pays et à son armée, que par le témoignage réconfortant de celui qui en fut le chef : « Par leur aptitude à surmonter les difficultés à ce que l'on fit de nos hommes des soldats, les officiers de milice ont

prouvé l'excellence de notre système. Le résultat obtenu me remplit d'admiration pour les dispositions naturelles de notre peuple. »

(A suivre)

Colonel E. LÉDERREY

*Documentation :*

Outre certains ouvrages déjà mentionnés dans le numéro de novembre :

SPRECHER VON BERNEGG, colonel cdt. de corps : *Fragen der schweizerischen Landesverteidigung* (Zurich, 1928).

WEYGAND, général d'armée : *Mémoires. Idéal vécu* (Paris, 1953).

*Les armées françaises dans la grande guerre*. Tome V, 1<sup>er</sup> vol., p. 326 à 343 (Paris).

WILLE, général : *Rapport sur le service actif* de 1914 à 1918 (Berne).

---

## L'activité de l'Otan et du Shape

Il y a lieu de rappeler que l'OTAN est un organisme politique, le gouvernement pour ainsi dire de l'Alliance Atlantique, tandis que le SHAPE est un commandement militaire purement d'exécution, comparable à l'état-major général d'une armée nationale. L'OTAN — Organisation du Traité de l'Atlantique Nord — composé de représentants gouvernementaux des pays alliés, demeure de vocation politique. Il subit forcément des impulsions, des pressions de l'opinion publique et des influences, dont celle des Etats-Unis, qui est en fait prépondérante. Mais il s'efforce de conserver une personnalité, de répondre aux desiderata des nations. Bien que son activité tende en définitive au renforcement constant de la force militaire, il aspire à étendre sa sphère dans d'autres domaines. Il ne sera d'ailleurs pas sans intérêt de revenir sur ce point.

Le SHAPE, Commandement suprême des forces alliées en Europe, un des trois commandements supérieurs de l'alliance,